

Serbie : commémorations du 20e anniversaire des frappes de l'OTAN

Description

Du 24^e mars au 10^e juin 1999, à la suite du massacre de Račak, où 45 civils albanais avaient été abattus par la police serbe le 15^e janvier 1999, les avions de l'OTAN ont bombardé la Serbie dans le cadre de l'opération Force alliée, contraignant ainsi le gouvernement serbe à retirer ses troupes du Kosovo. Ce territoire était ensuite passé sous l'administration des Nations unies (résolution 1244 du Conseil de sécurité).

Depuis deux décennies, Belgrade campe sur ses positions : les frappes alliées n'ayant pas été pratiquement validées par une résolution de l'ONU, la Serbie les considère comme une « agression » injustifiée à son égard. Aussi, sa relation avec l'Alliance demeure difficile, malgré l'approfondissement de sa coopération en janvier 2015 dans le cadre d'un Plan d'action individuel pour le partenariat. Interrogé récemment par les journalistes de *Sputnik*, le service de presse de l'OTAN a d'ailleurs confirmé la position de l'Alliance sur le dossier des frappes alliées : « Le recours à la force en Yougoslavie sans l'approbation du Conseil de sécurité des Nations unies était nécessaire et légitime, et les bombardements ont atteint leur objectif. »

Dans ce contexte, le 24^e mars 2019, les autorités serbes ont commémoré le 20^e anniversaire des frappes alliées à Belgrade, mais aussi dans les grandes villes du pays, telles que Kragujevac (centre du pays), Novi Sad (Voïvodine) et Niš (sud de la Serbie). C'est dans cette ville qu'a été organisée la cérémonie nationale, regroupant près de 20 000 personnes à partir de 19h45, heure où avait débuté le bombardement du 24^e mars 1999. Pour rappel, Niš a versé un lourd tribut lors des bombardements du 7^e mai 1999 (14 à 16 morts selon les sources). Le patriarche serbe Irinej a fait le déplacement pour s'associer à l'événement commémoratif. Il a précisé que l'agression de 1999 était « la plus tragique de l'histoire serbe » parce que perpétrée par d'anciens « alliés et amis », propos visant indirectement la France. Pour sa part, le président Aleksandar Vučić a déclaré que l'agression de l'OTAN avait entraîné la mort de 2 500 civils, dont 79 enfants, et que dans ces conditions « le peuple serbe avait décidé de ne pas faire partie du pacte de l'OTAN ». Cette annonce n'est pas vraiment une surprise, la Russie demeurant un partenaire privilégié de la Serbie et A. Vučić étant lui-même proche de Moscou.

En réponse aux déclarations du chef d'État serbe, le Kremlin a indiqué qu'il soutiendra toute demande de Belgrade sur la question du Kosovo. Ce communiqué survient alors que la Serbie avait indiqué en début de mois qu'elle pourrait prochainement accepter de reconnaître le Kosovo, à condition d'obtenir des contreparties significatives, notamment le retrait de droits de douane dissuasifs mis en place par Pristina en novembre 2018 et visant les produits serbes.

Sources : chaîne d'information serbe N1, Radio Televizija Republike Srpske, France 24, Sputnik News.

date créée

25/03/2019

Champs de MÃ©ta

Auteur-article : StÃ©phan ALTASSERRE